131, rue Damrémont
75018 PARIS
01 82 88 83 46
urif.fo@yahoo.com

@ URIFFO
www.urif-fo.fr

TOUT ÇA POUR ÇA !

Après des mois d'inertie depuis l'élection présidentielle, des élections législatives dont le premier constat est le taux d'abstention et une claque reçue par le Président, pas celle d'une tournée en province mais celle qui le conduit à ne plus avoir de majorité absolue à l'Assemblée Nationale et qui l'oblige, une nouvelle fois, à rechercher l'unité nationale qu'il ne réussit pas à trouver malgré ses appels du pied à la droite républicaine et à une partie de la "gauche", c'est maintenant la phase du renouvellement ministériel, sans prise "de guerre" et donc sans annonce tonitruante sauf un nouveau jeu de chaises musicales sans grand intérêt.

Si les annonces ne sont pas tonitruantes sur le plan remaniement elles ne le sont pas non plus sur le plan des annonces en matière de pouvoir d'achat.

On est bien loin d'une réponse à notre revendication de 1500€ pour le SMIC puisque celui-ci ne bénéficie même pas d'un coup de pouce. On est bien loin de nos revendications concernant l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux. 3,5% d'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires alors qu'ils ont perdu plus de 20% au cours des dernières années, des incitations en direction des entreprises pour engager des discussions sur les salaires alors que l'État lui-même ne montre l'exemple ni chez les fonctionnaires avec ses 3,5% et encore moins à EDF, à la SNCF et à la RATP où la grève est la dernière arme pour essayer de faire avancer les négociations. Dans le même temps où le constat est fait que les démissions à la SNCF et dans les hôpitaux se multiplient du fait de la faiblesse des rémunérations.

Drôle de comportement qui ne peut que renforcer les patrons du secteur privé à ne pas répondre aux sollicitations gouvernementales.

Et puis les annonces de la remise de 18 centimes du prix du carburant prolongée, n'empêchent nullement les salariés de constater que le yoyo à la pompe conduit les prix à osciller entre 2 à 2,50€ le litre. 1€ de plus qu'au moment de la crise des Gilets Jaunes.

Un vrai scandale !

Quant aux retraités qui manifestent depuis plusieurs années ils se voient "octroyer" 4% alors que l'inflation est de 6% et que les pertes de pouvoir d'achat sont aussi importantes que pour les fonctionnaires.

Au fait, est-ce compensé par des blocages des prix des loyers ? Pas du tout puisque le gouvernement permet que l'indice de référence des loyers augmente de 3,5% en juillet.

Si nous faisons le point sur les prix de l'énergie, ils ont continué à "flamber" à cause de la guerre en Ukraine. Faisons un point dans le domaine de l'énergie ; souvenez-vous dès le début de la guerre en Ukraine nous ne manquerions pas de gaz puisque nous ne dépendions de la Russie que pour 17% de notre approvisionnement.

Quant à l'électricité nos capacités de production étaient telles que jamais nous ne serions dépendants. Et bien non ! Il y a quelques jours les annonces gouvernementales nous poursuivent à faire des économies d'énergie. Fini le discours sur le fait que nos réserves de gaz seraient refaites en septembre et que nous ne manquerions pas d'énergie cet hiver.

Mais alors, n'aurions-nous pas la possibilité de combler les 17% de gaz achetés aux Russes? Et nos centrales nucléaires ne seraient plus productives faute de corrosion sur les installations et d'entretien courant.

Pendant 10 ans et même davantage, la volonté des différents présidents était de fermer les centrales. Que de temps perdu pour la reconstruction. Heureusement le Conseil national de la refondation va y pouvoir!

Tiens, parlons-en puisqu'on en parle plus beaucoup dans les arcanes du pouvoir et que cela ne nous gêne pas beaucoup car nous considérons qu'il ne serait qu'un "machin" de plus dans tout ce que nous connaissons depuis 5 ans. Mais quand même l'annonce de la renationalisation d'EDF nous replonge dans le véritable Conseil National qui était celui de la résistance. C'est là qu'on peut faire la différence entre les deux conseils nationaux.

Cette renationalisation c'est celle, comme en 1946, qui créait l'entreprise intégrée d'EDF compressant la production et la distribution. Alors c'est ça que nous avons compris ou une renationalisation qui ne toucherait que la production nucléaire et laisserait l'hydraulique au secteur privé dans le cadre de l'ouverture à la concurrence. Et la distribution, elle ne s'appelle plus Enedis et le transport il ne s'appelle plus RTE? Le tout entre bien dans EDF ! Si ce n'est pas le cas, il n'y a pas de renationalisation et alors vous aurez compris ce qu'est le Conseil National de la refondation.

Pour terminer et pour compléter ce que nous disions sur les démissions touchant la SNCF, la RATP, l'Hôpital il faut rappeler que plus de 4000 postes n'ont pas été pourvus à l'occasion des concours enseignants organisés en 2022. Le taux de postes pourvus dans le premier degré est de 83,1% alors qu'il était de 94,7% en 2021. Il en est de même dans les collèges et les lycées où les taux sont de même nature. Les salaires n'y seraient-ils pas pour quelque chose alors que les promesses sont faites depuis des années de leur revalorisation ?

En fait, toutes les luttes engagées, tous les votes qui se sont déroulés et qui ont fait la démonstration du rejet de cette politique conduite depuis plus de 10 ans, ne sont pas pris en compte par les gouvernements qui se succèdent.

On s'étonne ensuite que le déclenchement d'actions comme celles des Gilets Jaunes ou du puissant mouvement contre les retraites se déroulent. Nous savons que le Président de la République depuis 2017 ne vit que pour la réforme des retraites. Il essaie de la replacer à chaque fois qu'il le peut et il va encore le faire.

Alors à la rentrée, pour tout ce que nous venons de développer, nous serons là et il y a fort à parier que le mouvement syndical se renforcera par l'arrivée de tous ceux qui s'abstiennent aux élections, qui souffrent de plus en plus, qui sont dans la précarité et la pauvreté.

Tout sera alors possible, en allant jusqu'au bout, le temps qu'il faudra, pour que le partage des richesses ne se fasse pas simplement en direction des actionnaires et que les 42 régimes de retraite continuent à vivre !

NOUS FERONS TOUT POUR QU'IL EN SOIT AINSI AVEC VOUS TOUS !

Paris, le 13 juillet 2022